

Dire qu'il y avait du suspense serait un mensonge. Favori avant l'annonce de sa candidature, archi-favori après le premier tour et ses 47,62%, Christian Estrosi a été réélu maire de Nice ce dimanche 28 juin avec 59,31% des suffrages exprimés. Une avance confortable qui le place largement en tête face au Rassemblement National de Philippe Vardon 21,39% et aux écologistes menés par Jean-Marc Governatori 19,30%.

Rue Saint-François de Paule, le maire de Nice s'est exprimé entouré de son épouse Laura, mais aussi du premier adjoint Philippe Pradal et de son directeur de cabinet, nouvellement élu, Anthony Borré. « *Ce score nous donne une légitimité, nous rend plus fort que jamais et va nous permettre de conduire le projet validé ce soir* » a expliqué Christian Estrosi « *vous savez combien Nice reste ma priorité et ma boussole* » .

Pour lui, « *rassembler aura été le maître-mot en toutes circonstances. Ce qui a guidé l'ensemble de l'action* » évoquant les dernières élections régionales, l'attentat du 14 juillet 2016 mais aussi « *les tentatives de division dans ma propre famille politique, considérant qu'il ne fallait jamais insulter l'avenir pour retrouver le moment venu la voie de la concorde au seul service de l'intérêt de notre cité* » .

Impossible pour lui de ne pas évoquer la période que le monde vient de traverser « *j'ai cherché le chemin de l'anticipation... Cette crise sanitaire fait que nous amène à devoir surmonter une épreuve économique et sociale* ». Il a rendu aussi un hommage aux personnels soignants, à l'administration mais aussi à tous les caissiers et les « *petites mains* » qui se sont battus pour que la ville puisse traverser cette épidémie.

Si son intronisation arrivera vendredi « *dès cette semaine nous nous mettrons au travail pour réaliser le projet que nous ont confié les Niçois : je ne m'écarterai à aucun moment de ce projet validé.* » Accentuer la végétalisation entreprise, continuer à développer la mobilité, ainsi que la construction de l'hôtel de police en lieu et place de l'hôpital St Roch sont au programme. L'édile en a profité pour faire passer un message « *la sécurité n'est plus une affaire régaliennne à la seule charge de l'Etat. Elle doit être partagée avec les maires de France. Je ne veux plus d'une police municipale qui n'a pas le droit de contrôler les identités, je ne veux plus d'une police municipale qui n'a pas le droit de faire ouvrir un coffre, je ne veux plus d'une police municipale qui n'a pas le droit de consulter les fichiers des personnes recherchés* » .

Son objectif national ? « *Que l'Etat écoute la France des territoires et engage les réformes nécessaires. J'entends prendre ma part à ces grandes réformes de décentralisation, depuis Nice et nulle part ailleurs* » .

Andy Calascione

Partager :